

Un mois d'intervention russe en Syrie : premier bilan au 30 octobre 2015

mercredi 4 novembre 2015, par [Cyrille BRET](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Cyrille BRET](#), **Un mois d'intervention russe en Syrie : premier bilan au 30 octobre 2015**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 4 novembre 2015.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

En à peine un mois, la campagne syrienne a apporté une série de succès tangibles à la Russie, au moment même où elle semblait en difficulté. Toutefois, le communiqué de victoire est encore éloigné en raison des risques qui pèsent sur la suite de cette opération. L'auteur présente une brillante analyse d'un mois qui a pris à contrepied bien des diplomates.

LE 28 septembre 2015, à New York, Vladimir Poutine, annonce à la communauté internationale qu'il engage une intervention armée contre les mouvements djihadistes en Syrie. Près d'un mois plus tard, le 22 octobre 2015, à Sotchi, il met avant les résultats obtenus en Syrie pour conforter sa vision du monde. D'une tribune internationale à l'autre et en à peine un mois, l'opération russe est présentée comme un *game changer* par les Russes mais également par leurs partenaires.

Quels sont au juste les résultats de cette intervention ? Ont-ils changé la donne dans la région et au-delà ?

Après un mois d'actions militaires dans les quatre dimensions (aérienne, terrestre, navale et cyber), la victoire est-elle à portée de main ? La Russie va-t-elle atteindre ses buts de guerre dans les délais annoncés par la présidence russe, soit d'ici février 2016 : maintien au pouvoir de l'allié traditionnel, Bachar al-Assad, défaite des mouvements djihadistes (Daech, al-Nosra, etc.), affaiblissement ou assouplissement de l'opposition au régime syrien (Armée Syrienne de Libération) et confirmation de la présence militaire russe dans le nord-ouest du pays ?

Plus largement, est-elle en passe de remporter une série de succès géopolitiques dans une région où elle ne s'était pas engagée depuis longtemps : renforcement de l'axe Moscou-Damas-Bagdad-Téhéran, inversion du rapport de force face aux Etats sunnites, rapprochement (en position de force) avec les Etats-Unis et l'Europe ? ou encore passage au second plan de la crise ukrainienne ?

Les succès de la Russie en Syrie sont tangibles mais ils sont encore trop limités pour qu'un communiqué de victoire finale puisse être proclamé. C'est ce qu'on peut observer sur plusieurs plans :

- .1. en matière tactique, les succès militaires sont réels mais circonscrits à quelques zones. Ils laissent ouverte la question la capacité russe à éradiquer Daech dans l'est du pays, en Irak et sur les marches turques ;
- .2. sur la scène politique intérieure syrienne, Bachar al-Assad est optiquement renforcé mais durablement affaibli par l'omniprésence de son protecteur russe. La préparation de l'après al-Assad est encore trop incertaine pour la défense des intérêts militaires russes à moyen terme ;
- .3. dans le domaine économique, l'effort budgétaire est limité et les gains en matière de contrats d'armement en Syrie, en Iran, en Irak et en Asie sont prometteurs. Mais les exports de défense russes ne peuvent remédier seuls à la contraction du PIB, au tarissement de l'investissement domestique et à la baisse des cours internationaux du pétrole et du gaz ;
- .4. dans le domaine de la politique intérieure russe, le statut d'homme fort du président sera confirmé à court terme. Mais le ressentiment des 15% de musulmans russes pourrait conduire

à des troubles ou des attentats dans le Caucase, dans les grandes villes et au Tatarstan ;

.5. sur la scène régionale et la scène internationale (point 6), la métamorphose de la Russie du statut de risque à celui de rempart contre le djihadisme international est spectaculaire. Mais elle ne sera durable que si elle parvient à montrer qu'elle est capable non seulement de contrepieds solitaires mais également de travail coopératif.

1. Bilan tactique. Une démonstration de force sur les théâtres d'opération mais surtout dans les esprits et sur les écrans

La première grille analyse doit être tactique car la Russie a explicitement choisi la force comme préalable de la résolution de la crise syrienne. Si les Européens continuent à préconiser une approche avant tout politique, les Russes entendent, eux, imposer une solution par les armes pour ensuite mener des négociations en position de force.

C'est que les grilles d'analyse de la conflictualité sont différentes à Moscou et à Bruxelles : pour les Européens, la crise syrienne est avant tout une guerre civile issue des printemps arabes. Pour les Russes, il s'agit d'une insurrection djihadiste internationalisée.

Le choix du traitement militaire par la Russie s'est traduit dans les chiffres. A ce jour, les différentes sources ouvertes font état d'une montée en puissance des capacités russes sur les théâtres syriens : environ **5 000 militaires**, essentiellement issus de la 810ème brigade d'infanterie de marine de la Mer Noire, sont engagés pour opérer des frappes aériennes, pour apporter un soutien logistique aux troupes du gouvernement central ou encore pour assurer la sécurité des infrastructures militaires russes à Tartous et Lattaquié. Un groupement naval commandé par deux croiseurs intervient depuis la Méditerranée et une flottille de quatre navires opérant depuis la Caspienne a rejoint l'effort de guerre russe en frappant Rakka, Idlib et Alep. Dans la dimension aérienne, **une trentaine d'avions de combats** réalise les frappes que le gouvernement de Damas n'était plus en mesure de réaliser depuis longtemps. Dans la dimension terrestre, les engagements directs de troupes régulières et de forces spéciales russes ainsi que d'une trentaine de blindés sont avérés : ils permettent de guider les bombardements, de remporter des avantages décisifs notamment à Homs, Hama et Alep. L'engagement au sol est renforcé par le contingent d'une vingtaine d'hélicoptères qui permettent de donner un avantage décisif aux troupes syriennes dans les poches insurrectionnelles.

Quant aux autres équipements, les drones et surtout les douze missiles de croisière SS-300 lancés depuis la Mer Caspienne, soit à plus de 1 500 kilomètres des zones de combat, ils complètent le dispositif russe et achèvent de lui donner les aspects d'une « mini-armée » complète.

Les données chiffrées sur les moyens sont difficilement accessibles. En revanche, les chiffres sur les résultats opérationnels sont volontiers diffusés par le chef du corps expéditionnaire russe sur place, le vice chef d'état-major des forces armées de la Fédération de Russie, Andreï Kartapolov. Ainsi, il a indiqué, le 30 octobre 2015 que, l'aviation russe avait détruit en Syrie 786 camps et bases, 249 postes de commandement et de télécommunications, ainsi que 371

points d'appui des terroristes.

Au total, le groupe aérien russe en Syrie a effectué 1391 sorties, détruisant 1623 sites des terroristes. L'effort de guerre russe est destiné à impressionner les opinions : à la différence des Européens et des Américains, la Russie n'hésite pas à se donner les moyens militaires de ses intérêts en matière de sécurité et n'hésite pas à conduire des opérations au sol.

La lecture de la géographie des opérations militaires russes est éclairante : la Russie a concentré ses frappes sur la « Syrie utile », autrement dit sur les batailles de l'axe nord-sud Alep-Damas. Les lieux des frappes et des batailles soulignent que Moscou ne veut pas établir d'approche différenciée entre les opposants au régime de Bachar al-Assad : tous sont des terroristes au même degré. Aspect moins souvent relevé, Moscou agit dans le nord-ouest du pays non seulement parce qu'il concentre des poches d'opposant mais également parce qu'il est le théâtre d'une avancée des forces anti-al-Assad vers les installations militaires russes. Ainsi, le but de guerre territorial de Moscou apparaît bien comme la garantie des enclaves russes au nord-ouest du pays, la sauvegarde des territoires historiquement dévoués au régime et, peut-être, l'extension des installations militaires russes dans la région. La bataille d'Alep, actuellement en cours, est décisive de ce point de vue : l'effort militaire syrien - et russe - se porte sur cette ville (la deuxième du pays) assiégée par les opposants depuis plusieurs mois car elle est le verrou tactique pour la domination du nord-ouest du pays et la base de la reconquête de l'enclave de Daech, notamment à partir de l'aérodrome militaire de Koueiris.

Axées sur l'idée que l'engagement russe est efficace, rapide, concentré sur les terroristes, épargnant les populations civiles, la communication de guerre des autorités russes visent à maximiser les effets internationaux de cet engagement local et à faire oublier que l'engagement russe est finalement modeste si on le compare aux troupes de l'Etat islamique (estimées à une fourchette entre 30 000 et 50 000 hommes), aux troupes américaines engagées en Irak (132 000 soldats en 2008) et aux effectifs totaux des forces armées russes (800 000 hommes d'active en 2014).

D'un point de vue opérationnel, les résultats militaires et tactiques sont très circonscrits, en raison de la courte durée de l'engagement russe, la Russie remporte une victoire tactique essentielle : **elle restructure le champ de bataille. Alors que, avant août 2015, il opposait de multiples insurrections entre elles et avec le gouvernement central, il apparaît désormais comme un duel entre la Russie et le terrorisme international. Alors qu'il était éclaté entre de multiples forces au sein de coalition hétéroclites, il est désormais unifié dans un combat manichéen où la Russie tient la tête d'affiche et où l'opposition modérée est discréditée ou oubliée.** L'insurrection issue des printemps arabes est définitivement transformée en conflit global entre l'ordre étatique et le chaos islamiste. Les Etats-Unis sont relégués au second plan et ont été contraints par la Russie de s'ajuster aux opérations russes comme en atteste la conclusion, le 22 octobre 2015, d'un protocole entre forces russes et forces américaines pour éviter les accidents aériens.

En somme, l'offensive russe compte des succès limités sur le terrain mais une victoire importante dans les représentations. Toutefois, une incertitude tactique importante reste à lever : jusqu'où la Russie portera-t-elle l'extension territoriale de son effort de guerre ? Sera-t-il limité à la proche nord-ouest du pays ? S'étendra-t-il à toute la Syrie utile ? Ou bien pourra-t-

il se porter sur l'intégralité des territoires affectés par Daech ? De la réponse à cette question dépendra la plus ou moins grande force de la position russe dans les négociations politiques en cours.

2. Bilan de politique syrienne. Le maintien au pouvoir d'al-Assad : un moyen de pression sur les Occidentaux plutôt qu'un but de guerre en soi

Le bilan de l'opération russe en matière de politique intérieure syrienne est ambivalent : d'un côté, le pouvoir de Bachar al-Assad semble ressuscité et, d'un autre côté, l'omniprésence russe souligne à quel point le régime al-Assad est mal en point.

Les premières cibles des avions russes ont été les opposants au régime au contact d'Alep, de Damas, d'Hama et de Homs qui ne sont pas tous, loin de là, des membres de Daech. De façon générale, les autorités russes ont replacé le président al-Assad dans la position du gouvernant légal. Cette véritable résurrection s'est manifestée le mercredi 21 octobre 2015 au matin : les rédactions internationales ont en effet appris que, la veille au soir, le président russe avait reçu le président syrien. Auparavant criminel de guerre et puissance militaire déclinante, il a été **remis en selle** par les alliés russes comme potentiel vainqueur.

Les Occidentaux aiment à déceler les dimensions idéologiques de cette opération, instruits qu'ils ont été sur le panslavisme, le militarisme et le conservatisme poutinien par le livre de Michel Eltchaninoff *Dans la tête de Vladimir Poutine*. De même, le président russe aime lui-même souligner les principes pour lesquels il se bat (respect de la souveraineté, non ingérence, protection des gouvernements légaux). Toutefois, il convient de ne pas se laisser hypnotiser par les déclarations prophétiques du président russe. Celui-ci n'est pas un nouveau tsar Nicolas 1er : marqué par la tentative de révolution des décembristes de 1825, féru de culture militaire, l'empereur russe s'est en effet, durant tout son règne (1825-1855) posé en rempart des dynasties royales européennes face aux différents mouvements révolutionnaires du 19ème siècle. En réalité, **Vladimir Poutine est bien plus pragmatique en Syrie que ces déclarations enflammées ne le laissent penser.**

L'alliance existentielle entre le régime al-Assad et la présidence Poutine est un artefact idéologique. Le soutien au régime de Bachar al-Assad est mesuré. Il est subordonné à la capacité de celui-ci à garantir les intérêts russes dans la région.

Les observateurs ont en effet pu le déceler dans la couverture de la visite de Bachar al-Assad à Moscou. Tout, dans la communication du Kremlin, était destiné à souligner la faiblesse du président syrien. Elle instillait un décalage entre le message officiel (Bachar al-Assad doit rester au pouvoir) et le réalisme géopolitique (la solution politique doit préserver les intérêts russes même si al-Assad ne reste pas au pouvoir).

Les images étaient éloquentes : le président syrien était clairement placé en position de faiblesse, dans les salons du Kremlin, face au président russe et à ses deux ministres, Lavrov et Choïgou. La dissymétrie des délégations étaient frappantes et confirmées par les paroles du président syrien empreintes de la gratitude d'un féal. Le trajet furtif du président syrien, de Lattaquié à Moscou en passant par l'Irak, l'Iran et la Caspienne, confirme que Moscou est le seul recours du président al-Assad.

Il s'agit de s'engager dans un après al-Assad où la Russie joue le premier rôle.

De plus, les communiqués de presse et le *timing* de la visite reconduisent cette ambivalence. A peine le président syrien reparti pour la Syrie, le président russe a fait savoir à la presse internationale qu'il s'était empressé de se concerter les différents acteurs de la région, parfois en conflit avec Bachar Al-Assad : le président turc, le monarque saoudien, le roi de Jordanie, le président égyptien ainsi que les insurgés kurdes. Le président russe, avec sa communication à contretemps et en révélant la visite du président syrien *a posteriori* et en même temps que son tour d'horizon diplomatique a bien donné à comprendre à quel point **la conservation du régime d'al-Assad n'était pas sa priorité réelle mais seulement son allié de circonstance pour défendre ses véritables intérêts.**

La Russie ne poursuit pas en Syrie la construction d'une alliance des régimes forts (qui voudrait s'allier durablement à un régime aussi affaibli que celui de Bachar al-Assad ?). Le but de la Russie est ici **d'éviter le scénario libyen et l'arrivée au pouvoir de forces hostiles aux concessions faites par la Syrie à la Russie depuis les années 1970.** La visite de Bachar al-Assad marque sans doute la préparation d'une solution politique sans cet allié encombrant. Souligner la dépendance, la faiblesse et somme toute l'amovibilité du président syrien dans les faits sinon dans les paroles est en effet **s'engager dans un après al-Assad où la Russie joue le premier rôle.** Il y a en effet loin d'une Syrie sans al-Assad suite à une victoire de la coalition sunnite à une Syrie sans al-Assad. Et la Russie a assurément franchi ce cap durant le mois d'octobre 2015. Du 28 septembre au 30 octobre 2015, le fil rouge politique est moins le soutien à al-Assad (irritant et levier de pression sur les Occidentaux) **que l'inclusion de la Russie dans la scène politique locale.**

Toutefois, la victoire russe sur la scène politique syrienne est encore circonscrite : la préparation de l'après al-Assad en Syrie ne pourra pas se faire, comme l'opération militaire, de façon unilatérale.

3. Bilan économique. Un effort budgétaire limité pour un résultat commercial prometteur

Le bilan financier de cette opération peut sembler, par construction, négatif : chiffré par le *Financial times* au vu des données communiquées par les autorités russes dans le projet de loi de finances, un jour d'intervention russe en Syrie est estimé à 2,4 millions de dollars par jour. Rapportées au budget de la défense russe prévu pour 2016 et calculée sur les 5 mois annoncés (d'octobre 2015 à février 2016), les dépenses s'élèvent seulement à 3% de l'effort de défense russe, qui constitue, lui, un peu plus de 4% du PIB de la Fédération.

D'un point de vue budgétaire, l'opération russe en Russie constitue donc un effort limité. En outre, le bilan économique ne doit pas s'apprécier uniquement d'un point de vue budgétaire mais également d'un point de vue commercial, à moyen terme.

En effet, le premier objectif économique de la Russie en Syrie était défensif : éviter la répétition du scénario libyen. Suite à l'intervention occidentale dans la mêlée du printemps

arabe en Libye, le complexe militaro-industriel russe avait en effet perdu un de ses meilleurs et plus anciens clients, le colonel Kadhafi, dont les commandes aux industries de défense russe constituaient un dixième des exports. Il en va de même en ce qui concerne la Syrie : depuis 1956, elle constitue un des principaux débouchés dans la région pour les groupes de défense russes. Préserver un client important en s'assurant que le changement de régime n'entraînera pas un changement des sources d'approvisionnement vers les Etats-Unis est essentiel pour Moscou. Et c'est ce but qui est en passe d'être atteint : **remplacer graduellement Bachar al-Assad par un de ses généraux constituerait un succès pour les industries de défense russe.**

Le retour de la Fédération au cœur du Moyen-Orient et la démonstration de force militaire envoient aussi des signaux importants aux marchés d'armement régionaux et mondiaux : premièrement, la Fédération de Russie est une source d'approvisionnement alternative à celle des Etats-Unis et de leurs alliés dans la région ; deuxièmement, à la différence des Occidentaux qui subordonnent leurs contrats d'armement à des considérations démocratiques, **la Fédération de Russie est un fournisseur fiable qui honore ses contrats avec ses alliés quels que soient le contenu des politiques que ceux-ci poursuivent.**

Enfin, le bilan économique est lié au bilan tactique. De même que les opérations militaires françaises en Libye avaient attiré l'attention du monde arabo-musulman sur les performances des Rafales et des FREMM, de même la Russie, en mettant en œuvre de nouveaux armements (notamment les missiles balistiques SS-N-30, les chasseurs multimission Sukhoï Su-30SM et les missiles à guidage laser) les signale à l'attention des clients potentiels de la région. Le premier d'entre eux sera certainement l'Iran qui, depuis le salon aéronautique de Moscou, le MAKS, d'août 2015, est engagé dans la construction d'un partenariat militaire important avec la Russie. Et l'exportation de matériels de défense vers un marché promis à une solvabilité grandissante grâce à la levée des sanctions : ainsi, le ministre de l'énergie russe, Alexandre Novak, en déplacement à Téhéran il y a peu a-t-il annoncé la conclusion de contrats entre des entreprises russes et des entreprises iraniennes concernant 21 projets pour un montant total de 25 milliards d'euros. Et la presse russe fait régulièrement état de multiples commandes en Asie.

En intervenant en Syrie, Moscou préserve donc un débouché pour ses industries de défense, prépare de futurs contrats d'armement avec l'Iran et l'Irak et engage un processus de coopération économique dans le domaine civil avec ces marchés promis à un rattrapage rapide. Toutefois, le bilan économique de moyen terme est incertain : d'une part, les exportations de défense russe ne peuvent remédier à elles seules, loin de là, à la contraction du PIB russe en 2015. D'autre part, les acteurs locaux aiment à diversifier leurs approvisionnements dans le domaine de la défense et des infrastructures : les exports russes seront nécessairement mis en compétition avec d'autres.

4. Bilan de politique russe. Une opération de politique intérieure russe réussie à court terme

On l'oublie bien souvent à Paris et à Washington, mais les buts des autorités russes en Syrie ne sont pas seulement de politique étrangère. Comme l'a souligné Thomas Gomart à plusieurs reprises, l'objectif de Moscou est **d'intervenir en Syrie pour drainer les djihadistes**

caucasiens et notamment tchéchènes vers un théâtre d'opération extérieur, de les fixer hors du pays et de traiter ainsi un conflit intérieur dans le cadre d'un conflit international avec la bénédiction de ses partenaires. D'opresseur des tchéchènes et plus largement des musulmans russes, le président russe se métamorphose rapidement en principal résistant au djihadisme international.

Plus largement, il envoie aux musulmans de Russie, qui constituent 15% de la population totale de la Fédération, contre 41% d'orthodoxes, un signal politique clair qu'il a répété depuis une décennie : même si l'islam n'est pas une confession d'immigration récente en Russie (elle y est implantée depuis plusieurs siècles), elle ne sera pas traitée par les pouvoirs publics sur un pied d'égalité avec ce qui doit constituer la colonne vertébrale de la « russité » : le christianisme orthodoxe.

La campagne syrienne donne au président russe des succès sur la scène intérieure russe à court terme : **elle occultera un temps les déboires de l'économie russe** ; elle permettra d'attendre le retournement des cours des hydrocarbures ; elle renforcera sa popularité. Mais, là encore, le succès est plus incertain sur le moyen terme : intervenir en terre musulmane peut, pour l'islam russe également, apparaître comme une provocation supplémentaire. **Le terrorisme domestique pourrait bien s'en trouver ravivé.**

5. Un renouveau politique régionale russe : une anti Guerre du Golfe aux effets incertains

L'opération militaire favorise un renouveau russe dans la région. Longtemps cantonné à un rôle défensif d'avocat de l'Iran dans les négociations nucléaires dans le format P5+1, la Russie a aujourd'hui complètement changé de statut : en un mois, elle est repassé à l'offensive et est redevenue **un acteur de premier plan au Moyen-Orient.**

Premièrement, elle est parvenue à faire apparaître la dernière décennie d'engagements militaires américains comme nocifs. Son opération est menée non pas contre un gouvernement mais à sa demande et en soutien. Dans les discours du président russe, l'opération actuelle est une anti-guerre du Golfe et ses motivations sont diamétralement opposées à celle des néo-conservateurs américains des années 2000 puisque le *regime change* est à la fois le repoussoir et le motif du chaos.

Deuxièmement, la Russie se montre fidèle à ses alliances historiques (iraniennes et syriennes), prépare une future alliance irakienne et s'assure d'une certaine neutralité du côté israélien. Renforcer l'alliance iranienne sur le terrain est un effet direct du déroulement même des opérations : la Russie coordonne ses troupes au sol avec les troupes (le corps des gardiens de la révolution, l'unité d'élite de la République islamique) engagées directement par l'Iran dans les différentes batailles.

Le renforcement de l'axe Moscou-Téhéran grâce au soutien à Damas est un résultat important pour Moscou : cela lui permet de prévenir la construction d'une relation trop proche entre l'Iran et les Etats-Unis suite à l'accord sur le nucléaire trouvé en juillet dernier.

Mais, là encore, le renouveau russe dans la région rencontre certaines limites : on se demande si l'Irak chiite fera réellement appel à Moscou ; si les monarchies sunnites du Golfe toléreront une telle immixtion durable dans le jeu régional ; si l'Iran lui-même ne trouvera pas la Russie encombrante sous peu.

6. Une stratégie hyperactive mais risquée

Sur la scène internationale, la Russie a réussi, en un mois à peine à réaliser un renversement de situation drastique : visée par les sanctions, affaiblie par les cours des hydrocarbures, évitée par les chancelleries occidentales, **la Russie est devenue dans les représentations le rempart contre le terrorisme international et donc un pilier de la sécurité collective**. Les inquiétudes sur l'Arctique et la Baltique qui ont émaillé cet été les exercices militaires OTANiens et russes sont presque oubliées, les tensions concernant la Crimée et le Donbass sont reléguées au second plan. **D'une certaine façon, Alep fait oublier Donetsk et promet une restauration du partenariat russo-européen.**

Les Russes reviennent ainsi en position de force dans les enceintes internationales : pour résoudre cette crise, les Européens et les Américains ont explicitement besoin d'eux. Loin de préparer le renouveau impossible de l'empire russe, l'opération militaire actuelle permet, après seulement un mois, **d'être de nouveau traitée en puissance globale.**

Une campagne ne peut pourtant pas tenir lieu de réhabilitation et une victoire ne peut se substituer à une stratégie. Le *Blietzkrieg* syrien ne peut faire durablement disparaître les doutes qui obèrent le statut international de la Russie : celle-ci est-elle résolue à changer de statut et à être un facteur d'équilibre plutôt qu'une source de crise ?

Les différents conflits gelés du Caucase au Donbass ont démontré que le pourrissement durable des situations régionales pouvait constituer un objectif pour Moscou en rendant ces zones ingouvernables et impossibles à intégrer dans l'OTAN. De plus, en prenant si nettement parti pour les puissances chiites, la Russie sera-t-elle capable de trouver un point d'équilibre avec les puissances sunnites qui ne sont que temporairement sur le reculoir ?

Conclusions provisoires. Ni communiqué de victoire ni succès en trompe-l'oeil

En à peine un mois, la campagne syrienne a apporté une série de succès tangibles à la Russie, au moment même où elle semblait en difficulté. Toutefois, le communiqué de victoire est encore éloigné en raison des risques qui pèsent sur la suite de cette opération.

D'un point de vue tactique et militaire : jusqu'où le corps expéditionnaire russe entend-il et peut-il s'engager ? Désenclaver Alep et réduire les poches de résistance du pays ? C'est un objectif réaliste dans les délais assignés par Vladimir Poutine (février 2016) mais cela ne suffira ni à garantir la survie du régime al-Assad ni à éradiquer Daech. Aller plus à l'est et traiter toute la zone occupée par Daech ? Mais cela présenterait assurément des risques d'élongation des lignes russes et de pérennisation de l'effort de guerre, moins supportable pour des finances publiques russes en tension.

D'un point de vue stratégique : la Russie réussira-t-elle d'une part à insérer l'Irak, largement aidé par les Etats-Unis, dans son réseau d'alliances locales ? Parviendra-t-elle également à s'appuyer sur les kurdes dans l'est du pays sans s'aliéner son voisin direct, la Turquie ? Et, plus largement, pourra-t-elle se faire accepter comme acteur régional durable et arbitral alors qu'elle revendique son image de puissance chrétienne et qu'elle prend parti pour les chiites contre les sunnites ?

Sur le plan de la politique intérieure, la Russie pourra-t-elle durablement contenir les musulmans russes, dans le Caucase, dans les grandes villes et au Tatarstan ? Pourra-t-elle, en cas d'attentat, se lancer à nouveau dans une vague de répression massive ?

Manuscrit clos le 1er novembre 2015

Copyright Novembre 2015-Bret/Diploweb.com

P.-S.

Maître de conférences à Sciences-Po Paris, @cy_bret, codirecteur du site de géopolitique eurasiapropective <https://eurasiapropective.wordpress.com/>